



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 89 – juillet-août 2018

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive de juillet-août

N° 104 – Australie

Le « nudge » au service de la lutte contre la fraude fiscale

Depuis une décennie, le « nudge » est devenu une pratique très répandue au sein des administrations publiques : après la sortie de l'ouvrage de Richard H. Thaler et Cass R. Sunstein en 2008, aux États-Unis, l'Administration d'Obama met en place le bureau d'information et de régulation des affaires et nomme à sa tête Cass Sunstein. En 2010, inspiré de l'exemple américain, le gouvernement Cameron crée une « nudge unit » (Behavioural Insights Team, BIT) pour réfléchir sur l'utilisation du « nudge » dans les politiques publiques. L'IGPDE consacre sa note réactive de juillet-août à ce sujet.

[en savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

1 – Budget et performance

- Élaboration et exécution
- Mesure de l'efficacité et évaluation

- Contrôle et audit des finances publiques
- Règles et traités internationaux

Chine



Dans le cadre de la révision de son Code civil, la Chine envisage une **réforme en profondeur de son système fiscal**. Tout d'abord, **le seuil d'imposition sur les revenus** devrait passer de 3 500 yuans à 5 000 yuans par mois. Une **nouvelle déduction fiscale** pour personnes âgées à charge pourrait voir le jour. Les taxes régissant les nouveaux bâtiments sur les terres agricoles et l'achat de véhicules seront modifiées. Enfin, le Comité permanent auprès du Congrès national populaire prévoit **la suppression des lois concernant la politique de l'enfant unique**.

[En savoir plus](#)

Côte d'Ivoire



La Côte d'Ivoire s'est engagée, dans le cadre d'un partenariat avec l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), à **appliquer les standards internationaux en matière de fraude et d'évasion fiscales**. Elle est devenue un membre actif du **Cadre inclusif sur l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert de bénéfices** (Base Erosion and Profit Shifting, BEPS) ainsi que du **Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements dans le domaine fiscal**. Elle a lancé un programme pour mettre en œuvre le paquet BEPS, notamment les quatre normes minimales relatives : 1- aux pratiques fiscales dommageables, 2- à l'abus des conventions fiscales, 3- à la déclaration pays par pays et 4- à l'amélioration du règlement des différends. Un atelier a eu lieu

pour élaborer la feuille de route qui détaillera les différentes étapes nécessaires à la mise en œuvre des nouvelles normes internationales.

[En savoir plus](#)

États-Unis



Une **réforme fiscale**, intitulée « **Réduire les impôts et agir sur les emplois** » (Tax Cuts and Jobs Act), va être progressivement mise en place durant les trente années à venir. Elle vise à **réduire le niveau d'imposition des familles issues des classes moyenne et populaires ainsi qu'à améliorer la compétitivité des entreprises américaines**. Elle vise à contribuer à la création d'emplois et à l'augmentation du pouvoir d'achat (4 000 \$ par foyer) des classes ciblées. Pour ce faire, plusieurs mesures sont prévues : une réduction d'imposition supplémentaire pour les enfants de moins de 17 ans, la déduction des intérêts d'emprunt pour l'accès à la propriété, une réduction de l'impôt sur le revenu des classes moyenne et populaires.

[En savoir plus](#)

Finlande



La Finlande est un des premiers pays au monde à avoir **intégré le développement durable dans son budget** et suscite l'intérêt de la communauté internationale. Dans la prévision budgétaire de 2019, le gouvernement a élaboré un modèle avec les éléments suivants : un lien plus clair entre le développement durable et l'affectation des dépenses ; une analyse spécifique sur l'affectation des dépenses et leur impact sur les axes prioritaires de développement durable ; une évaluation de l'impact de la fiscalité sur l'objectif d'une Finlande neutre en carbone et soucieuse de ses ressources (*wise-resource*) ; une évaluation qualitative de l'impact du financement public sur l'environnement ; et la mise en exergue des enjeux du développement durable dans la publication de la loi de règlement.

[En savoir plus](#)

2 – Gouvernance

- Réorganisations administratives et territoriales
- Délivrance du service public
- Concessions, délégations et partenariats
- Nationalisations et privatisations

Argentine



L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) a signé en juillet dernier un accord avec l'administration fiscale argentine pour installer à Buenos Aires son **Académie internationale pour les enquêtes en matière de délinquance fiscale**. Elle sera intégrée aux locaux de l'administration fiscale et proposera des cours intensifs de formation à destination des contrôleurs fiscaux et portant notamment sur les flux financiers illicites, le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et l'utilisation illégale de cryptomonnaies.

[En savoir plus](#)

Bulgarie



L'autorité administrative bulgare chargée de lutter contre les pratiques anticoncurrentielles, la **Commission pour le respect de la concurrence** (CRC), a émis en juillet deux avis négatifs interdisant la conclusion de deux importantes opérations organisées récemment dans le pays. L'une concernait la vente des actifs bulgares de CEZ, le géant tchèque de l'énergie, à Inercom, une compagnie appartenant à une famille bulgare, l'autre concernait la vente d'un des deux plus grands conglomérats de presse (Nova Broadcasting Group) à une entreprise appartenant à l'homme d'affaires tchèque Petr Kellner. Dans les deux cas, le CRC a déclaré que ces transactions mèneraient à une **concentration excessive d'actifs** qui créerait des obstacles à la concurrence dans leurs marchés respectifs.

[En savoir plus](#)

Corée du Sud



Le gouvernement a voté pour l'année en cours **une augmentation de 65 % du budget consacré au développement des industries de haute technologie** (ex. intelligence artificielle, big data, blockchain, biomédecine, énergie durable, automobile du futur, smart city, usine intelligente, agriculture intelligente, drones, technologies de pointe) et à la formation des cadres hautement qualifiés. Cela représente environ 4 milliards d'euros d'investissement dont 2,8 dans les industries et 1,2 dans la formation. De 2019 à 2023, 8 à 8,5 milliards d'euros d'investissements supplémentaires sont prévus.

[En savoir plus](#)

Norvège



Afin de faire face aux « fake news », appels à la haine et discours contre la liberté d'expression, le ministre de la Culture a présenté **un projet de régulation relatif à l'indépendance éditoriale et la responsabilisation des médias**. Ce projet s'appuie sur une étude qui fait le point sur les débats en matière de dispositifs légaux et réglementaires et conclut à la nécessité de réunir les dispositifs en un acte nouveau à part entière. La consultation du projet était ouverte jusqu'au 10 septembre 2018.

[En savoir plus 1](#)
[En savoir plus 2](#)

OCDE



L'OCDE et l'Institut des Finances publiques de Corée du Sud (Korean Institute of Public Finance) ont publié **une étude sur la décentralisation fiscale et le développement inclusif**. Cette dernière démontre les effets mitigés de la décentralisation fiscale sur le développement inclusif, ainsi que les impacts limités de la réduction de différence fiscale sur la performance gouvernementale et l'économie. **Elle met toutefois en évidence que pour réussir la décentralisation fiscale, celle-ci doit être accompagnée par une décentralisation politique et administrative**. De ce fait, elle préconise d'adapter les dispositifs fiscaux aux contextes et de compléter la décentralisation fiscale par des dispositifs fiscaux institutionnels afin de bénéficier pleinement du potentiel de la décentralisation fiscale.

[En savoir plus](#)

Suède



Plusieurs fois par an, l'ensemble du gouvernement et l'ensemble des ministères participent à **un exercice de gestion de crise** afin de se préparer aux différents types d'incidents et de scénarios auxquels le gouvernement pourrait éventuellement faire face, tels qu'une pandémie, des attaques terroristes ou encore des catastrophes naturelles. **Celui-ci permet au gouvernement et aux ministères d'anticiper les crises qui pourraient survenir et mettre le pays en danger**. C'est le secrétaire d'État à la Justice et aux Affaires intérieures qui coordonne et dirige cette opération et il évalue les besoins en la matière assisté d'un directeur général spécial et d'un secrétaire de la gestion de crise au sein du gouvernement.

[En savoir plus](#)

3 - Relation à l'utilisateur

- Action publique numérique
- Démarches qualité

- Gouvernement ouvert et transparence
- Participation des citoyens et coproduction

Danemark



En 2017, le Danemark est à **la tête du classement des Nations unies en matière de gouvernement numérique** (alors qu'il n'occupait que la 9^e place en 2016). Ceci s'explique par la taille du pays (5 millions d'habitants), la confiance des Danois dans leur Administration, et la forte attente des citoyens en matière d'efficacité des services publics. De plus, 94 % de la population possède internet à la maison, et **sur une période de douze mois, 88 % des Danois interagissent avec l'Administration par la voie numérique**. Le choix fait par le pays remonte à 1968, date de création de la base de données centralisée des citoyens danois. L'entrée du Danemark dans l'ère du numérique a été jalonnée par diverses étapes : 2001 : introduction de la signature électronique, 2007 : création d'une véritable identité numérique avec *Easy ID*, et 2011 : passage obligatoire de tous au numérique. Ce **caractère obligatoire** donne de très bons résultats, puisque **70 % de la population utilise les services publics numériques**, ce qui est le meilleur score parmi les pays de l'OCDE.

[En savoir plus](#)

Espagne



La Direction générale de la famille, de l'enfance, de l'éducation, et de la jeunesse de la municipalité de Madrid a mis en place **sept banques du temps**. Elles sont gérées par le Centre de soutien aux familles et permettent aux habitants d'échanger **de petits services d'aide** dans le cadre de la vie quotidienne : soins à la personne, tâches domestiques, aide aux devoirs La **monnaie d'échange est le temps**, et chaque service est comptabilisé en heures. Ces banques sont accessibles à toute personne majeure, domiciliée à Madrid. Il suffit d'ouvrir un compte dans une banque et de spécifier quel type de services on peut rendre et quels sont ceux dont on a besoin. Cette initiative permet de créer du **lien social basé sur l'entraide et la solidarité**.

[En savoir plus](#)

Samoa



Les îles Samoa (190 000 habitants) mettront en place la **carte d'identité numérique** d'ici trois ans, afin de rendre les services publics plus accessibles. D'autres petits pays ont déjà ouvert la voie, comme les **Maldives** (400 000 habitants) qui ont créé une carte d'identité numérique multifonctions ; elle fait office de passeport, carte nationale d'identité, permis de conduire et carte d'assurance maladie. Le ministre de l'Information et des Télécommunications Afamasaga Lepuiai Rico Tupai souhaite utiliser les nouvelles technologies à d'autres fins, notamment **prévenir la population par SMS en cas de tsunami** ou bien créer une **base de données centralisée dans le domaine de la santé**. La première difficulté rencontrée par les équipes gouvernementales est le manque de sociétés capables de répondre aux appels d'offres dans le domaine des nouvelles technologies.

[En savoir plus](#)

Vietnam



Le gouvernement vietnamien s'est engagé tardivement et timidement dans le numérique. Après la signature du Cadre e-ASEAN en 2000 lors d'une conférence régionale, il a fallu attendre **2015 pour que la résolution sur le gouvernement numérique soit adoptée**. La politique est désormais lancée puisque le ministre adjoint en charge de l'Information et des Télécommunications, Nguyen Minh Hong, a annoncé l'adoption prochaine d'un **plan de développement du gouvernement numérique pour 2018-2025**. Les résultats sont au rendez-vous : au cours du 1^{er} trimestre 2018, les ministères et les agences ministérielles ont fourni 1 551 services publics en ligne, tandis que les municipalités ont fourni 45 374 services. De plus, 54,2 % de la population totale utilise désormais internet. Le Vietnam se distingue aussi par un classement international en la matière honorable : 82^e sur 193 selon l'enquête des Nations unies sur le gouvernement numérique. Cependant, **quelques limites restent à souligner** : les sites et les portails ne sont pas synchronisés, les formats des adresses de site ne sont pas uniformisés et l'accès aux services en ligne dépend du niveau d'études et du sexe.

[En savoir plus](#)

4 – Emploi public

- Statut, positions d'activité et rémunération
- Management et évaluation

- Recrutement et formation
- Évolutions sociétales

Irlande



Le service de gestion des ressources humaines de la fonction publique (HR Management in the Civil Service) a publié **une étude sur les arrêts maladie dans la fonction publique irlandaise**. L'étude montre qu'en 2017, le taux de l'arrêt maladie était de 4 % avec 8,8 jours d'arrêt en moyenne pour un équivalent temps plein (ETP) contre 4,3 % avec 9,5 jours en 2013. Le coût est estimé à 341,5 millions d'euros, ce qui représente une baisse cumulée de 167 millions depuis 2013 et montre une amélioration qui doit être poursuivie. Afin de mieux gérer l'absentéisme des fonctionnaires, un certain nombre d'initiatives ont été également déployées, notamment le **renforcement de la discipline**, le **développement de formations** et des initiatives de **soutien aux managers opérationnels** ou enfin des **analyses poussées du bilan social**.

[En savoir plus](#)

Singapour



Face à la proposition du gouvernement de réduire la rémunération des ministres pour financer les aides aux personnes âgées, l'ancien vice-Premier ministre (*Emeritus Senior Minister* en anglais) Goh Chok Tong fait part de son désaccord et de **la difficulté qu'il a à recruter des personnes compétentes** aux postes gouvernementaux à cause de la rémunération peu attractive. En effet, **un ministre serait payé de 2 à 2,5 fois moins bien que s'il travaillait dans le secteur privé**. Dans son cas personnel, il dit avoir perdu 75 % de sa rémunération depuis qu'il a pris sa fonction le 1^{er} juillet 2018. En outre, en 2015, il a échoué à recruter deux personnes qui gagnaient respectivement 10 millions et 5 millions de dollars singapouriens par an.

[En savoir plus](#)

Turquie



Suite à la révision de la Constitution adoptée par référendum en avril 2018, un nouveau système présidentiel est entré en vigueur avec l'investiture de Recep Tayyip Erdogan le 9 juillet dernier. Peu avant celle-ci, **18 632 agents publics ont été limogés par décret gouvernemental** dont, d'après le Stockholm Center for Freedom, 8 998 officiers de police, 649 membres du commandement de la gendarmerie, 3 077 militaires et 1 052 membres du ministère de la Justice. En outre, le nouveau système **abolit le poste de Premier ministre et habilite le Président à désigner les hauts responsables du pouvoir judiciaire et à émettre des décrets ayant force de loi**.

[En savoir plus](#)

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : VIRGINIE MADELIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE
RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUENOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : VIRGINIE MA-DUPONT, CHARGÉE D'ÉTUDES
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : VIRGINIE MA-DUPONT, JEAN-GABRIEL PLUMELLE
HAE-OK PYUN/ NADINE BERNET
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpde_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)
<https://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2018



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS